

LA PRESSE

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Joe Clark va gagner son pari

■ En dépit des attaques de l'opposition aux Communions et des critiques de la presse nationale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, est en train de gagner son pari là où cela compte pour lui : auprès des spécialistes de la politique internationale.

Le Livre vert du Secrétaire d'État a été mal reçu à Ottawa mais cela tient, comme souvent dans le cas de M. Clark, à une stratégie désastreuse de communications, beaucoup plus qu'à la substance même du document. Les milieux intéressés à la diplomatie canadienne donnent par contre des appréciations qui vont du « pas pire » au « substantiel ». Quatre éléments méritent d'être soulignés.

■ Au-delà de toute partisanserie, les organisations intéressées à la politique étrangère canadienne sont enthousiastes à l'idée d'un vrai débat sur les affaires internationales au Canada, et ne pardonnent d'ailleurs pas aux deux partis d'opposition leur intention de torpiller un tel débat.

■ Il semble que le Livre vert engage beaucoup plus le gouvernement qu'on ne l'a cru au premier abord. Les trois premiers chapitres de l'analyse politique, approuvés par le Comité des priorités du cabinet, représentent « une véritable déclaration d'intention du gouvernement », selon des sources officielles. M. Clark a par ailleurs l'appui total du premier ministre. Un membre du cabinet a même confié à LA PRESSE que M. Mulroney a rendu hommage à Joe Clark devant tous ses collègues.

■ Selon des spécialistes comme Bernard Wood, de l'Institut Nord-Sud, le Livre vert de Joe Clark est « intellectuellement plus étoffé » que le Livre blanc de Pierre Trudeau en 1970, en particulier sur les questions économiques.

■ Quant au chapitre sur les questions de sécurité nationale, on admet dans l'entourage de M. Clark que le ton est peut-être plus dur que celui de l'ancien

gouvernement, mais la politique de non neutralité est finalement la même. On rappelle d'ailleurs que le peuple canadien est traditionnellement anti-soviétique et que « c'est Trudeau qui était l'exception, pas Joe Clark. »



MICHEL VASTEL

de notre bureau d'Ottawa

Il reste malgré tout que le processus de consultation a été très mal engagé par M. Clark et ses conseillers. Le lendemain du dépôt de son rapport aux Communions, par exemple, le secrétaire d'État laissait le vice-premier ministre et ministre de la Défense, Eric Nielsen, parler en son nom aux Communions et se trouvait à Montréal pour rencontrer des éditorialistes. C'était en quelque sorte confier le poulailler au renard.

Alors que les libéraux ont tenté de ridiculiser Joe Clark, celui-ci n'a pas voulu révéler lui-même que c'est à sa demande qu'on a créé un comité mixte, incluant des sénateurs, pour permettre au parti libéral d'avoir une représentation plus importante au sein de ce comité.

On reconnaît maintenant que



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark.

c'était une erreur de ne pas publier ce Livre vert plus tôt : on a ainsi mélangé le débat sur des décisions de court terme comme la participation du Canada à la « guerre des étoiles » et celles sur des questions plus fondamentales de sécurité nationale posées dans le Livre vert.

La crédibilité de Joe Clark a en outre souffert, en raison des réalités concrètes de la diplomatie moderne. Par exemple, on se demande à Ottawa qui, de Joe Clark ou de Brian Mulroney, assure le leadership de la diplomatie canadienne. Des diplomates de haut rang reconnaissent, avec quelque amertume, que le bureau du premier ministre « en mène large ». Mais d'autres ajoutent que le style moderne des relations internationales, avec ses nombreux Sommets, fait qu'on attache plus d'importance aux opinions des chefs de gouvernement qu'à celle des chefs de la diplomatie, contrairement à ce qui prévalait au temps de Lester Pearson. On rappelle par exemple qu'au Sommet de Bonn, on s'intéressait à la position de l'Élysée et non à celle du Quai d'Orsay. De même, à Washington, c'est la position de la Maison-Blanche qui préoccupe, plus que celle du département d'État.

Certaines questions traditionnellement importantes dans la diplomatie canadienne, comme l'Aide au développement et le

dialogue Nord-Sud, sont éparpillées, pour ne pas dire escamotées. « C'est délibéré, prétendent aujourd'hui les auteurs du rapport. Le débat auquel nous sommes intéressés, disent-ils, doit porter sur les deux grands axes du rapport : la compétitivité des exportateurs canadiens et la sécurité du territoire. »

De même, on n'aborde même pas le rôle des provinces dans le Livre vert. Les conseillers de M. Clark confessent qu'ils n'y ont même pas pensé. « Avec M. Trudeau, disent-ils, ne pas parler des provinces eût constitué un message en sol, mais avec le gouvernement Mulroney, la coopération va tellement de soi qu'il n'est même pas la peine d'en parler. »

Il semble donc que la mauvaise réception réservée au Livre vert repose d'abord sur une série de malentendus. Il demeure que le Parlement est une arène politique où les erreurs de stratégie ne sont pas permises. L'Opposition a donc semblé marquer des points à la fin de cette semaine. Quand Joe Clark est enfin revenu aux Communions, jeudi, il a immédiatement rétabli la situation en démontrant sa bonne foi.

Si les néo-démocrates savaient quel genre de bataille ils voulaient mener, il est clair que les libéraux ont attaqué le gouvernement sur la procédure parce qu'ils ne savaient tout simplement pas quoi répondre sur la substance.

Les paris sont ouverts à Ottawa pour savoir si Joe Clark réussira à retourner la situation en sa faveur et à intéresser les Canadiens à la politique étrangère. Les experts semblent penser qu'il va réussir, mais à la condition que Brian Mulroney joue lui-même le jeu.

Comme le dit le directeur de l'Institut Nord-Sud : « S'il nous reste un monde après la guerre des étoiles, et s'il nous reste un pays après la signature d'un Traité canado-américain, oui, cela aura valu la peine de faire un débat sur la politique étrangère canadienne. »